

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

| | |
|---|---|
| Title - Sujet Environmental Consulting Services | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-141853/A | Amendment No. - N° modif. 001 |
| Client Reference No. - N° de référence du client PWGSC | Date 2014-02-26 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$NCS-206-10119 | |
| File No. - N° de dossier NCS-3-36285 (206) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-18 | Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Peters (NCS), Brent | Buyer Id - Id de l'acheteur ncs206 |
| Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3668 () | FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Cette N° 001 de la modification vise à répondre aux questions des soumissionnaire(s) potentiel(s) ainsi que modifier la demande de proposition.

Partie 1 : Questions et réponses

Question 1 : Selon le point A (Tableau des prix unitaires pour les honoraires) de l'annexe B, Base d'établissement des prix, pouvez-vous définir davantage le rôle d'ingénieur résident; c'est-à-dire, est-ce que ce rôle doit appartenir à un ingénieur certifié?

Réponse 1 : Le terme " ingénieur résident " pourrait être remplacé par " représentant ministériel " et ne désigne pas un ingénieur certifié. Le titulaire de ce rôle doit assurer, pour TPSGC, la qualité des travaux effectués au site par un entrepreneur.

Question 2 : Selon la partie 1 (Évaluation technique) de l'Annexe G, divers aspects d'un même projet peuvent-ils servir aux résumés de projet liés à plus d'une discipline technique?

Réponse 2 : Oui, tant que ces aspects sont pertinents dans le cadre de la discipline en question.

Question 3 : Mis à part les résumés de projet qui doivent avoir un maximum de trois pages, y a-t-il d'autres limites quant au nombre de pages?

Réponse 3 : Non.

Question 4 : Selon le point 2.2 (Soumission de gestion) de la partie 3, le personnel de TPSGC peut-il représenter les personnes-ressources chez les clients? Quelles sont les attentes quant aux personnes-ressources du client? Pouvez-vous clarifier le nombre de personnes-ressources demandé?

Réponse 4 : Selon le point 2.2 (Soumission de gestion) de la partie 3, le soumissionnaire doit désigner des personnes clés au sein de l'équipe de gestion du projet. Celles-ci agiront comme personnes-ressources relativement au contrat. Il relève du soumissionnaire de déterminer le nombre de personnes-ressources nécessaires. Le personnel de TPSGC n'est pas considéré comme faisant partie de l'équipe de gestion de projet du soumissionnaire.

Question 5 : Selon le point 2.1 de la partie 1 (Évaluation technique) de l'Annexe G, doit-on soumettre des curriculum vitae et des biographies des membres de l'équipe de gestion du projet pour indiquer qui en fait partie? Doit-on soumettre le curriculum vitae du dirigeant principal de cette équipe?

Réponse 5 : Nous ne vous demandons pas spécifiquement de soumettre des curriculum vitae et laissons à l'entreprise le soin d'analyser les renseignements demandés dans la DP; on demande dans cette section de fournir des détails pertinents sur l'expérience/les qualifications du dirigeant principal, en ce qui a trait au service à la clientèle et à la gestion d'équipe pluridisciplinaire...

Question 6 : Selon les points 1.2 (n) et 1.4 de l'annexe « C », Exigences en matière d'assurance, pouvez-vous confirmer que la possession d'une assurance responsabilité légale découlant de la pollution serait acceptable dans le cadre de l'assurance responsabilité civile professionnelle?

Réponse 6 : Conformément à la partie 2 ci-dessous, l'obligation pour les entrepreneurs de la pollution assurance responsabilité civile a été supprimé de la demande de propositions.

Question 7 : Nous aimerions que la date de clôture de la période de soumission des demandes (le 18 mars 2014) soit reportée à plus tard au cours de la même semaine.

Réponse 7 : Nous avons évalué cette demande et la date de clôture demeure inchangée pour l'instant.

Question 8 : La section 2.1 (responsable principal/directeur) semble avoir pour but de faire la liste du personnel de niveau supérieur seulement pour chaque discipline, mais aucun autre membre d'équipe tel que le personnel de niveau intermédiaire et le personnel sur le site. Est-ce correct? Si c'est le cas, devons-nous indiquer seulement un responsable pour chaque domaine (p. ex. un pour les plans de mesures correctives, un pour la géotechnique, etc.) ou si nous avons de multiples membres de personnel à ce niveau, pouvons-nous les inclure eux aussi?

Réponse 8 : Oui - Il s'agit ici de présenter l'équipe de professionnels de haut niveau qui sera responsable des travaux dans le cadre du marché. Il incombe à l'entreprise de définir/proposer cette équipe (c.-à-d., il ne doit pas nécessairement y avoir un responsable pour chaque discipline), et de répondre à tous les aspects exigés dans cette section.

Question 9 : Pour l'organigramme, doit-il représenter graphiquement les relations du personnel susmentionné seulement (c.-à-d., niveau supérieur), ou est-ce là que nous pouvons également montrer la profondeur de notre équipe, ce qui comprend par exemple plus de personnel de niveau supérieur, intermédiaire et débutant et les membres du dessin technique?

Réponse 9 : Non, il devrait être pour toute l'équipe proposée qui offrira des services dans le cadre du marché (ce qui comprend les sous-traitants).

Question 10 : La principale personne-ressource (mentionnée à l'annexe G, Partie 1, Section 2.1 des Critères d'évaluation) doit-elle être une personne de niveau supérieur (c.-à-d., le plus élevé), surtout en ce qui a trait aux tarifs de facturation?

Réponse 10 : Oui, dans cette section, nous demandons un responsable principal qui pourrait également être appelé le directeur. Il s'agirait de la même personne que pour le tarif de facturation de la catégorie correspondante.

Question 11 : Des curriculum vitæ sont-ils demandés?

Réponse 11 : Aucun curriculum vitæ des membres d'équipe n'est demandé. L'expérience de l'entreprise est demandée à la section 1.1.

Partie 2 : Modification de la demande de propositions

Supprimer la section 1.4 Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement (Partie 2 / pages 58-59) dans son intégralité et le remplacer par le texte suivant :

1.4 Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité professionnelle de l'entrepreneur d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance une assurance Responsabilité professionnelle de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants :

-
- (a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- (c) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- (d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- (e) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
- (f) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Toutes les autres conditions demeurent inchangées.